
Envois de fonds des migrants latino-américains & instabilité financière
Banque Interaméricaine de Développement

J'aimerais en tout premier lieu remercier la Fondation France-Amériques et les organisateurs de ce débat d'avoir convié la Banque Interaméricaine de Développement à y participer.

Lorsque j'ai pris connaissance du cadre qui était donné à notre dialogue de ce soir à savoir, *l'Amérique latine au-delà des clichés* et des différents axes d'interventions, j'ai presque aussitôt décidé d'aborder le thème des envois de fonds des migrants (*remittances* ou *remesas*).

- D'abord parce qu'il s'agit là d'un domaine dont l'importance, bien que de plus en plus documentée (et je crois que Javier Santiso ne m'en voudra pas de faire référence à l'excellent travail que réalise actuellement le Centre de Développement de l'OCDE), reste encore trop largement méconnue.
 - Ensuite, du fait qu'il réponde aux deux préoccupations qui nous rassemblent ce soir. En d'autres termes, les envois de fonds des migrants constituent tout à la fois un défi pour l'Amérique latine dans la crise actuelle, mais aussi un enjeu des partenariats et du co-développement de demain.
-
- **L'importance des envois de fonds des migrants latino-américains vers leurs pays d'origine**

Sans vouloir vous abreuver de données, je pense qu'il convient cependant de rappeler certains ordres de grandeurs pour mieux appréhender le phénomène des envois de fonds vers l'Amérique latine.

En 2008, le volume total d'envois de fonds vers la région est estimé à près de 70 milliards de dollars (plus de 50 milliards d'euros) ; deux fois et demi le total du début des années 2000.

Pour le monde en développement dans son ensemble, ce sont plus de 300 milliards de dollars de transferts qui ont été enregistrés l'an dernier, soit bon an mal an le triple de l'aide publique au développement.

Les cinq principaux pays récepteurs de ces envois sont l'Inde (45 MUSD), la Chine (34 MUSD), le Mexique (26 MUSD), les Philippines (18 MUSD) et la Pologne (11 MUSD).

En Amérique latine, la Colombie (5 MUSD), le Brésil (4.5 MUSD), le Guatemala (4 MUSD) et El Salvador (3.6 MUSD) viennent à la suite du Mexique en termes de volumes reçus.

Peut-être encore plus parlant serait de relever le fait que pour sept pays latino-américains les flux de *remesas* représentent plus de 12% du PIB (Haïti et Guyana plus du quart ; Honduras, El Salvador, Nicaragua, Guatemala et Jamaïque) ;

En Equateur, Bolivie ou Paraguay nous parlons d'un taux non-négligeable de 4 à 5% du PIB.

Au-delà de la discussion sur leur impact macro-économique, les envois de fonds maintiennent indéniablement des millions de familles au-dessus du seuil de pauvreté à travers toute la région : pour près de 30% des familles réceptrices, ils constituent même plus de la moitié des revenus.

De plus, les envois de fonds viennent à 60% couvrir des besoins de base –nourriture, habillement, logement.

[Enfin, est-il besoin de rappeler que de véritables couloirs migratoires se sont établis au fil des ans –voire des générations– (entre les Etats-Unis, le Mexique, les Caraïbes ou l'Amérique Centrale ; mais aussi l'Espagne et certains pays andins comme l'Equateur et, dans une moindre mesure la Bolivie) et sont autant d'enjeux géopolitiques, économiques et sociaux.

En définitive, les travailleurs migrants et leurs familles sont extrêmement importants pour les économies des régions dont ils sont originaires par l'intermédiaire de ce que l'on dénomme les « cinq T » :

- *tourisme,*
- *transports,*
- *transactions commerciales,*
- *télécommunications et*
- *transferts financiers.*

Ces activités tissent des liens transfrontaliers importants qui ont des effets sur les économies locales, les entreprises et même les économies nationales. A mesure que les tensions augmentent sur les travailleurs migrants, ceux-ci diminueront leurs dépenses dans chacune de ces activités, en réduisant les envois de fonds certainement en dernier recours.]

- **L'impact de la crise internationale sur les envois de fonds**

Selon les estimations de la BID, le volume des *remesas* vers l'Amérique latine devrait baisser en 2009, marquant ainsi un repli historique (de l'ordre de 4-4.5% selon la Banque Mondiale après une décennie d'augmentation annuelle à deux chiffres), mais finalement contenu et surtout beaucoup plus stable, en regard du comportement hiératique des autres flux financiers (investissements directs ou en portefeuille).

En fait, les tensions sur les envois de fonds vers la Région se sont manifestées dès l'an passé. Quatre facteurs ont contribué à un changement dans le pouvoir d'achat des récepteurs au cours des trois premiers trimestres de 2008 :

- le ralentissement économique aux Etats-Unis (notamment dans le secteur de la construction, fortement employeur de main d'œuvre latino-américaine et caraïbes) ;
- l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des combustibles ;
- une situation plus tendue sur le front des politiques d'immigration ;
et
- la faiblesse du dollar.

Au cours du deuxième semestre, le ralentissement économique a touché les autres pays à forte immigration latino-américaine, comme le Japon et l'Espagne.

Une certaine modération des prix alimentaires et de l'énergie sur cette même période a permis d'amortir quelque peu les conséquences de la crise sur les flux d'envois de fonds.

[Un autre facteur joue également un rôle important : l'évolution des taux changes.

En octobre 2008 par exemple, la valeur de chaque dollar envoyé par les immigrants brésiliens ou mexicains vers leurs pays d'origine s'est accrue de 20 et 30% en monnaies locales ; ce qui a eu pour effet l'envoi de montants records (pour ceux qui le pouvaient). En revanche, les pays

andins qui se caractérisent par d'importantes communautés émigrées en Europe ont été plutôt affectés par la dépréciation relative de la monnaie européenne entre juillet et octobre 2008. Les récepteurs d'un pays dollarisé comme l'Équateur se sont retrouvés doublement affectés, en comparaison des phénomènes observés chez leurs voisins.]

Cela dit, il est indéniable que les travailleurs émigrés et leurs familles se voient confrontés à de graves difficultés économiques.

Les résultats de l'enquête réalisée par le FOMIN en 2008 auprès de 5,000 émigrés latino-américains aux Etats-Unis rappelle –s'il le fallait– toute l'importance de l'emploi sur l'immigration et les envois de fonds : 56% des personnes interrogées déclarent qu'ils n'avaient pas d'emplois à temps complet dans leur pays d'origine et la plupart d'entre eux a obtenu un emploi dès leur premier mois de présence aux Etats-Unis.

Si l'on tient compte de coûts et risques très élevés de l'immigration, nombreux sont ceux qui émigrent uniquement lorsqu'ils ont confirmation qu'un emploi les attend de l'autre côté de la frontière. Dans le cas des mexicains, le seul fait de passer la frontière augmente en moyenne de cinq fois et demie la valeur de leur travail.

Cependant, à mesure que la crise fait disparaître des emplois et baisser les revenus aux Etats-Unis, le flux de nouveaux immigrants a tendance à diminuer, et ce d'autant plus que les contrôles frontaliers se sont renforcés.

La dégradation de la situation économique conduit par ailleurs certains immigrants à reconsidérer leur position sur un éventuel retour dans leur pays d'origine.

Néanmoins, l'immense majorité des immigrants ne s'est pour le moment pas montrée encline au retour. Cela peut être analysé en considérant:

- les coûts élevés –financièrement et socialement- d'un retour ;
- ceux tout aussi importants d'une nouvelle émigration potentielle ;
- en tenant compte également de leur statut migratoire et,
- de façon plus générale, d'une perception de ce que, aussi dures soient-elles, les difficultés rencontrées aux Etats-Unis restent moindres que celles liées à un retour dans leur pays d'origine.

En outre, les immigrants de plus longue date peuvent avoir développé des liens plus forts avec leurs communautés dans le pays d'accueil, ou peuvent avoir des enfants nés dans ce pays ou d'autres membres de la famille les ayant rejoints. C'est le cas de nombreux latino-américains vivant aux Etats-Unis, mais aussi en Espagne où le gouvernement a mis en place un programme d'incitation financière au retour.

Enfin, doivent être mentionnées les remarquables capacités ou stratégies d'adaptation des immigrants et de leurs familles face aux difficultés économiques.

Ainsi, beaucoup d'immigrants parviennent à maintenir leurs capacités d'envois de fonds en changeant d'emplois, en travaillant davantage, en réduisant leur propre consommation ou en faisant preuve de mobilité pour s'adapter aux besoins des marchés du travail ; certains finalement puisent dans leur épargne pour aider leurs familles.

Du côté de ces dernières, il est souvent possible de destiner une plus grande part des revenus aux dépenses de biens et de services de subsistance au détriment de la part réservée à l'épargne et ou à l'investissement.

- **Mise en Perspectives**

Les enquêtes réalisées par le FOMIN démontrent la grande capacité d'adaptation des immigrants face aux adversités. Malgré les effets cumulés des crises économique, immobilière et du crédit, le retour au pays d'origine apparaît réellement comme un ultime recours après avoir épuisé toutes les autres options. Les envois de fonds sont avant toute chose une obligation familiale et les pourvoyeurs font tout ce qui leur est possible pour remplir cette obligation.

Cependant, la crise actuelle porte en elle d'importantes interrogations :

- en premier lieu, quelle en sera la durée et l'intensité sur les populations immigrées et,
- consécutivement, quel en sera l'effet sur les capacités d'envois de fonds ;
- quel en sera l'impact sur les familles et les économies de la région ;
- enfin on peut se demander combien temps encore pourront se maintenir les mécanismes déployés pour faire face à la crise et poursuivre l'envoi de fonds.

Historiquement, en temps de crise, les conditions d'immigration tendent à se détériorer. Même si pour un temps les schémas migratoires s'ajustent à la nouvelle situation économique (le manque d'opportunités d'emploi étant un frein pour de nouveaux candidats à l'émigration), il reste peu probable que cela est un effet dramatique sur les volumes d'envois de fonds, compte tenu de la relative stabilité du *stock* de pourvoyeurs: à la diminution du nombre de nouveaux immigrants répond une quantité finalement peu importante de retours vers les pays d'origine.

En comparaison des flux d'investissement direct à l'étranger ou en capital, les envois de fonds sont l'expression d'un engagement familial fort. Ces transferts ont donc plutôt tendance à augmenter dans les périodes de difficultés économiques ou d'instabilité politique. Au niveau macroéconomique, la relative stabilité de ces flux agit comme une défense, lorsque dans le même temps les revenus du tourisme, des exportations ou des IDE diminuent.

Les migrations internationales reflètent intrinsèquement les déséquilibres du développement. La crise économique frappe les travailleurs émigrés et leurs familles dans les pays d'origine, mais les motivations à l'origine de la recherche de meilleures opportunités à l'extérieur du pays ou de l'engagement à envoyer des fonds n'ont pas été modifiées. C'est pourquoi, les flux migratoires et les envois de fonds reprendront vigoureusement avec l'amélioration des conditions économiques globales. Entretemps, les *remesas* continueront à être d'une aide vitale pour les familles et les pays qui les reçoivent.

De ce fait, et ce sera là ma conclusion, la poursuite de nos efforts en matière de co-développement est, nous en sommes persuadés à la BID, d'une acuité particulière.

En ce sens, les envois de fonds peuvent constituer, encore plus directement qu'aujourd'hui, des outils de développement intéressants. Citons parmi les initiatives prometteuses:

- les efforts de bancarisation des *remesas*,
- les projets d'impulsion et de renforcement des capacités encourageant la canalisation d'une partie des flux vers l'investissement productif et le développement de nouveaux produits et services financiers en faveur de immigrants et de leurs familles;

- certains programmes visent à faciliter également le lien entre envois de fonds et entrepreneuriat, développement économique local, sécurisation des envois de fonds, financements immobiliers, développement rural ou encore formation professionnelle.

Je terminerai en vous remerciant une nouvelle fois et en soulignant que nous sommes bien avec ce sujet, qui peut paraître a priori limité dans sa portée, au coeur de la dimension humaine des relations entre les Amériques et l'Europe notamment.